

Conseil Général

... suite de la p. 1

bureau du Conseil est, en outre, composé de Gilles Masure (Pcf, Crépy-en-Valois), le tombeur du précédent Président de l'assemblée, Jean-Jacques Martin (Ps, Grandvilliers), Gérard Palteau (Ps, Pont-Sie-Maxence), et Jean Sylla (Pcf, Mouy). Ce dernier a également été élu président de la commission départementale, qui est l'organe exécutif de l'assemblée.

Le Pcf et le Ps se sont accordés sur le principe d'une alternance de la présidence de cette commission, qui sera assurée, l'an prochain, par un socialiste.

La droite a refusé de présenter des candidats pour l'élection du bureau, estimant que les propositions de la nouvelle majorité ne respectaient pas intégralement la proportionnelle. Rpr et giscardiens ont la mémoire décidément bien courte. Lorsqu'ils détenaient la majorité de l'assemblée, la proportionnelle n'était pas appliquée du tout, et elle ne l'est pas davantage dans aucun des Conseils généraux qu'ils président. Dans une déclaration que l'on lira par ailleurs, Maurice Bambier a rappelé l'attachement des communistes au pluralisme, leur refus de l'hégémonie. «Nous souhaitons très sincèrement que la minorité ne soit pas écartée systématiquement des postes de responsabilité», a-t-il indiqué.

Les Conseillers généraux ont également élu les membres des commissions spécialisées. Raymond Maillet présidera la 3^e commission (agriculture et affaires économiques), Jean Sylla sera vice-président de la 1^{re} (finances), Georges Vogel de la seconde (voies et moyens de communication), et Gilles Masure de la 5^e (aide sociale).

Enfin une commission ad hoc a été constituée pour répartir les places des élus dans les différents organismes et associations départementaux. La session était close dès 21 h 30. Une célérité inhabituelle qui témoigne de la volonté d'efficacité de la nouvelle majorité.



Raymond Maillet et Jean Sylla. Le premier a été élu vice-président de l'assemblée, le second Président de la Commission Départementale

La nouvelle direction de l'assemblée

Président du Conseil Général : Marcel Ville (Ps)

1^{er} Vice-Président : Henri Bonan (Ps)

2^e Vice-Président : Raymond Maillet (PCF)

Secrétaires : Gilles Masure (Pcf), Jean-Jacques Martin (Ps), Gérard Palteau (Ps), Jean Sylla (Pcf)

Commission Départementale

Président : Jean Sylla (PCF)

Vice-Président : Maurice Segonds (Ps)

Secrétaire : Jean-Jacques Martin (Ps)

Membres : Michel Lemaire (Ps), Gilles Masure (Pcf), Charles Dottin (Rpr) et Pierre Boquet (Udf)

1^{re} Commission (finances)

Président : Jean Anciant (Ps)

Vice-Président : Jean Sylla (Pcf)

Rapporteur : Walter Amallem (Ps)

Membres : Roland Florian (Ps), Max Brézillon (Rpr), Guy Dessessart (Rpr) et Jean-François

Mancel (Rpr)

2^e Commission (Voies et moyens de communications)

Président : Guy Moreau (Mrg)

Vice-Président : Georges Vogel (Pcf)

Membres : Jean-Pierre Braine (Ps), André Dheilly (Ps), Charles Dottin (Rpr), Pierre Dubois (Rpr) et Alain Vasselle (Rpr)

3^e Commission (agriculture, affaires économiques et divers)

Président : Raymond Maillet (Pcf)

Vice-Président : Gérard Palteau (Ps)

Membres : Patrick Koster (Ps), Maurice Segonds (Ps), Jean Guludec (Psd), André Trancart (Rpr), André Pommery (Psd) et Jean-Paul Gallens (Rpr)

4^e Commission (constructions, éducation nationale et Beaux-Arts)

Président : Marcel Méri-gonde (Ps)

Vice-Président : Raymond Laffoley (Rpr)

Membres : Michel Lemaire (Ps), Maurice Bambier (Pcf), Jean-Louis Coqset (Ps), Michel Gommelin (Rpr), Jean Natali (Rpr) et François Prader (Rpr)

5^e Commission (aide sociale, hygiène publique et sports)

Président : Jean-Pierre Hanniet (Ps)

Vice-Président : Gilles Masure (Pcf)

Membres : Henri Bonan (Ps), Jean-Jacques Martin (Ps), Guy Vadeplé (Ps), Pierre Boquet (Udf), Jacques Blondeau (Rpr) et Pierre Desbordes (Rpr)

Conseillers régionaux

Claude Aury (Pcf) représentant d'une ville de plus de 30 000 habitants : Beauvais), Jean Sylla (Pcf), Patrick Koster (Ps), Guy Moreau (Mrg), Guy Vadeplé (Ps) et Marcel Ville (Ps)

Maurice Bambier : «Le groupe communiste entend tenir toute sa place»

Avant l'élection des membres de la direction du Conseil Général, Maurice Bambier a été amené à préciser la position du groupe communiste. Voici le texte de son intervention.

Dimanche 25 mars, confirmant les résultats du 1^{er} tour, la gauche est devenue majoritaire au Conseil Général de l'Oise, et a mis fin au règne sans partage d'une majorité qui, durant trente années, a dirigé les affaires du département.

Le mode de scrutin, le découpage des cantons, les campagnes anti-communistes, n'ont pas permis, pendant très longtemps, la présence d'un seul conseiller général communiste dans cette assemblée.

Aux dernières élections, le PCF obtint au premier tour 23,83 % des suffrages

exprimés, le PS : 27,17 %, les différentes formations de la majorité gouvernementale et les candidats qui s'en réclament : 49 %. Mais le nombre d'élus obtenus par ces divers courants politiques, tout comme en 1976, en 1973 et dans le passé plus lointain, ne correspond nullement au nombre de voix recueilli. C'est ainsi que le PCF a deux élus, le PS 6 élus, et les formations de la majorité 11 élus. Comme on le voit, on ne saurait parler de démocratie véritable à partir de ce scrutin.

Le groupe communiste, composé de cinq conseillers généraux, représente cependant près d'un quart du corps électoral, pour le huitième des sièges seulement. Il entend, au sein de la majorité de gauche, tenir toute sa place, qui est celle des travailleurs. Nous avons demandé, a priori, que la répartition des postes se fasse en tenant compte des

résultats en voix obtenus par chaque formation de la gauche, et non du nombre des élus qui ne correspond pas à l'expression des électrices et des électeurs.

Toute notre place, cela veut dire que nous prenons dans cette nouvelle majorité, la place que nous ont accordée les électrices et les électeurs de l'Oise, qui, en votant pour les candidats communistes, veulent être véritablement représentés. Non seulement pour être entendus, mais aussi pour que, dans les limites de cette assemblée, une autre politique départementale soit élaborée et appliquée.

Refusant toute idée hégémonique, partisans convaincus du pluralisme, nous souhaitons que la rupture avec les méthodes qui prévalaient dans cette assemblée soit complète. Nous rejetons par avance les exclusives. Nous désirons très sincèrement que la minorité ne soit pas écartée systé-

matiquement des postes de responsabilité, même si, dans d'autres départements, la majorité gouvernementale continuera à diriger seule, au mépris du suffrage universel.

Porteurs des espérances de ceux qui croient à l'union du peuple de France, nous entendons, en assumant toutes nos responsabilités, faire progresser cette union. Parce que nous voulons, dans cette assemblée, être encore plus et mieux les défenseurs des intérêts de la population victime de la crise, nous voulons traduire dans la vie la place que nous donnent les électeurs.

Avec un élu communiste de plus, avec un gain de 2,41 % par rapport à 1973, avec près d'un électeur communiste sur quatre, nous nous efforcerons de contribuer le plus efficacement possible à la gestion de notre beau département de l'Oise.

Nouve
révélat
les pro
du 23 r
Bonne
démis
Co
A l'aide de p
gnages, les
nistes ont ét
provocation
tation des s
mars dernier
Au cours
27, 28 E
La X
de
L
e d
depu
main
cellu
du départeme
toutes discut
préparatoire a
Elles y ont c
plusieurs réu
desquelles on
élus les délégu